

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 23 (2025)

Faits saillants

- ❖ ASEAN : PMI manufacturier à 49,2, signalant un nouveau ralentissement de l'activité manufacturière
- ❖ Thaïlande : maintien de la note à BBB+ de S&P
- ❖ Philippines : l'AFD accorde un second prêt de 250 M EUR au gouvernement pour soutenir ses réformes climatiques

LE CHIFFRE À RETENIR

26 Md€

de contrats signés
dans le cadre de la
visite du Président de
la République en
ASEAN

Région

Le Président de la République conclut sa tournée en Asie du Sud-Est avec 26 Md EUR d'accords et de contrats

Le Président de la République s'est rendu en Asie du Sud-Est pour réaliser trois visites d'État dans la région, en commençant par le Vietnam les 26 et 27 mai, puis l'Indonésie les 28 et 29 avant de se rendre à Singapour les 29 et 30 mai 2025. Ce déplacement marque une nouvelle étape de la stratégie française dans l'Indopacifique lancée depuis 2018. La tournée du Président dans la région a permis de consolider les relations économiques et stratégiques avec le Vietnam, l'Indonésie et Singapour, pour un montant total de plus de 26 Md EUR de contrats et accords signés. Ces engagements couvrent un large éventail de secteurs – aéronautique, énergie, infrastructures, technologies, santé, coopération universitaire – et traduisent le positionnement actif des entreprises françaises dans la région.

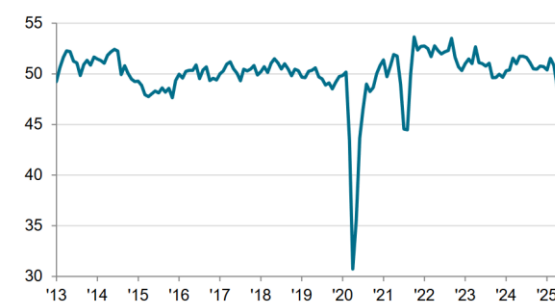
Ralentissement de l'activité manufacturière

Le secteur manufacturier de l'ASEAN continue de faire face à un environnement de demande difficile, avec en mai la plus forte baisse des nouvelles commandes depuis août 2021. L'indice PMI manufacturier ASEAN de S&P Global s'est toutefois légèrement

redressé à 49,2 contre 48,7 en avril, indiquant un ralentissement plus modéré de l'activité. La production, l'emploi et les stocks ont reculé, mais les pressions sur les coûts se sont atténuées, atteignant leur niveau le plus faible depuis cinq ans. Les délais de livraison des intrants se sont de nouveau allongés, signe de tensions persistantes dans les chaînes d'approvisionnement. L'optimisme des industriels s'est légèrement renforcé, mais reste historiquement faible, avec un niveau de confiance proche du plus bas enregistré en avril depuis juillet 2020.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

Déploiement d'un visa ASEAN à entrées multiples pour les voyageurs d'affaires vers la Chine

La Chine a mis en place, à compter du 3 juin 2025, un « visa ASEAN » destiné aux ressortissants des dix États membres de l'ASEAN et du Timor-Leste, visant à faciliter les déplacements professionnels dans le cadre des échanges économiques régionaux. Ce visa est valable cinq ans et autorise des séjours allant jusqu'à 180 jours par entrée, sous un régime d'entrées multiples. Il s'adresse aux voyageurs d'affaires ainsi qu'à leurs conjoints et enfants accompagnants. Ce dispositif s'ajoute aux régimes bilatéraux existants de dispense de visa, notamment avec Singapour, la Thaïlande et la Malaisie, et complète l'offre de facilitation des mobilités économiques dans la région.

Indonésie

Balance commerciale fortement réduite en avril 2025

L'Indonésie a enregistré en avril 2025 un excédent commercial de 160 M USD, en forte baisse après 4,3 Md USD le mois précédent, selon l'Agence centrale des statistiques (BPS), qui a retardé la parution des chiffres pour la période. Il s'agit du plus faible excédent mensuel depuis mai 2020. Cette forte contraction s'explique par une hausse marquée des importations (+21,8 % en g.a.) qui atteignent 20,6 Md USD, notamment dans le pétrole brut et les produits raffinés, entraînant un déficit de 1,4 Md USD dans le secteur pétrolier et gazier. Le solde hors pétrole et gaz reste positif à 1,5 Md USD, soutenu par les exportations de graisses et huiles végétales, combustibles minéraux, fer et acier. Les exportations ont quant à elles progressé de 5,8 % en g.a., à 20,7 Md USD. Le ministre du Commerce, a pointé les effets conjugués des politiques tarifaires américaines et des perturbations logistiques liées à la fin du ramadan pour expliquer cette baisse. Les principaux contributeurs à cet excédent sont les États-Unis, l'Inde et les Philippines, tandis que l'Indonésie connaît d'importants déficits avec la Chine, Singapour et l'Australie.

L'Indonésie soumet son Mémoire Initial dans le cadre du processus d'adhésion à l'OCDE

Le ministre coordinateur de l'Économie, Airlangga Hartarto, a officiellement soumis le Mémoire Initial de l'Indonésie lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE (MCM) 2025, qui s'est tenue à Paris les 3 et 4 juin. Cette démarche marque la première étape dans le processus d'adhésion du pays à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), démarré officiellement en février 2024. Le Mémoire Initial constitue une auto-évaluation approfondie des politiques et réglementations indonésiennes, et marque l'engagement du pays à se conformer aux standards de l'organisation. En rejoignant l'organisation, le pays espère attirer davantage d'investissements étrangers et renforcer la compétitivité de son économie.

Les promesses d'investissement pour le programme de logements peinent à se concrétiser

Malgré des promesses d'investissements étrangers évaluées à 5 Md USD pour soutenir la construction de 3 millions de logements abordables, le gouvernement indonésien reconnaît un retard dans la mise en œuvre du programme, selon le vice-ministre du Logement. Les principaux obstacles identifiés sont les problèmes fonciers, la faiblesse de la demande, ainsi qu'un système de délivrance de licences fragmenté entre diverses agences. Les levées de fonds auprès du Qatar, des Émirats arabes unis, de la Turquie et de Singapour annoncées début 2025 visent à réduire la dépendance aux financements publics indonésiens. En effet, le budget national actuel ne permettrait de financer que 270 000 unités sur les 3 millions prévues. Le ministre du Logement entend mobiliser le secteur privé indonésien pour financer la construction de 2 millions de logements et des investisseurs étrangers pour le million restant.

Malaisie

Légère amélioration de l'indice PMI manufacturier en mai dans un contexte d'incertitudes commerciales persistantes

L'indice PMI manufacturier de Standard & Poor's pour la Malaisie a progressé de 0,2 point en mai 2025, passant de 48,6 en avril à 48,8. Cependant, il reste inférieur au seuil critique des 50 pour le douzième mois consécutif, signalant une contraction persistante de l'activité manufacturière en Malaisie. La demande reste en effet atone, les coûts des intrants augmentent et la confiance chute. Les mesures commerciales américaines ont ravivé les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, alimentant une incertitude qui pourrait freiner davantage la reprise industrielle.

Montée en puissance de PNB portée par des résultats record en 2024

Le fonds d'investissement public Permodalan Nasional Berhad (PNB) a publié son rapport annuel dans lequel il annonce un revenu net d'environ 4 Md USD en 2024 (+30,2 % par rapport à 2023) et une distribution historique d'un montant total de 3,4 Md USD à plus de 13 millions d'épargnants. Cette performance s'appuie notamment sur une meilleure valorisation des portefeuilles actions et une allocation renforcée vers les marchés privés et internationaux. Avec

des actifs sous gestion représentant un montant total de 82 Md USD en 2024 (+3,4 % en g.a.), soit 18,0 % du PIB, PNB renforce les fondations de son repositionnement stratégique engagé via le plan LEAP 6 (2024–2027) qui vise 94 Md USD d'actifs d'ici 2027. Ce plan s'accompagne d'un élargissement progressif des investissements à l'étranger, qui représentent désormais 23,4 % de l'ensemble (contre 21,7 % en 2023). PNB confirme ainsi sa position de 2e investisseur institutionnel public en Malaisie après le fonds de pension du secteur privé EPF (273 Md USD d'actifs sous gestion, 64,7 % du PIB).

Singapour

Révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB et de l'inflation

Plusieurs économistes interrogés par Bloomberg ont révisé à la baisse leurs prévisions pour la croissance du PIB de Singapour en 2025 à 1,7 %, contre 2,6 % précédemment. Pour le T3-2025, la

croissance annuelle du PIB est estimée à seulement 0,2 % (contre 1,3 % en mars). L'inflation globale pour 2025 est attendue à 1,1 % (contre 1,6 %), tandis que l'inflation sous-jacente est ramenée à 0,9 % (contre 1,3 %), reflet d'un ralentissement de la demande mondiale et d'un contexte de baisse des prix de l'énergie. Malgré un soutien ponctuel lié à la détente tarifaire, la dépendance de Singapour aux exportations la rend vulnérable aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, selon DBS Bank, et le risque de récession demeure, comme l'a rappelé le ministère du Commerce et de l'Industrie, qui maintient une prévision de croissance comprise entre 0 % et 2 % pour l'année.

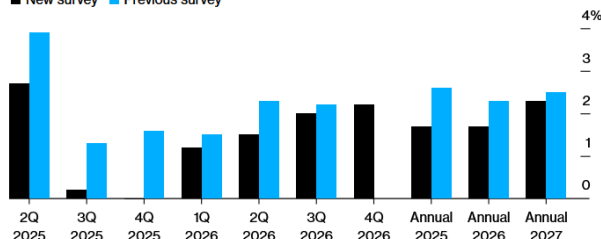
MAS bills : une demande soutenue dans un contexte de réallocation d'actifs internationaux

L'encours des bons du Trésor émis par la Monetary Authority of Singapore (MAS bills) a atteint 345,5 Md SGD fin mai 2025, marquant un record historique. Ces titres à court terme offrent un différentiel de

rendement d'environ 13 points de base par rapport aux titres américains de même maturité, après prise en compte des coûts de couverture de change. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué par la dégradation de la notation souveraine des États-Unis (perte du AAA chez Moody's en mai 2025) et par les inquiétudes des investisseurs quant à la trajectoire budgétaire américaine. Singapour bénéficie d'une notation AAA solide et d'une gestion budgétaire prudente, confortant son statut d'actif refuge dans la région.

Economists Lower Singapore's GDP Growth Forecasts

■ New survey ■ Previous survey

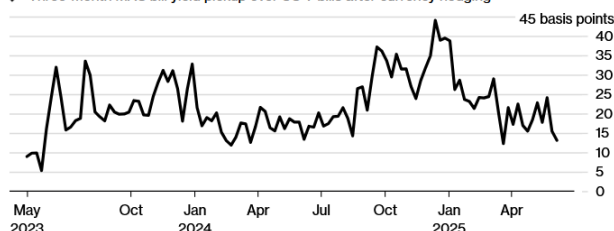


Source: Bloomberg survey

Note: No 2026 4Q forecast is available under the previous survey

Hedged MAS Bills Offer Yield Spread Over US Securities

▲ Three-month MAS bill yield pickup over US T-bills after currency hedging



Source: Bloomberg, MAS

Tarifs américains doublés sur l'acier et l'aluminium : impact limité pour Singapour

Le 3 juin, les États-Unis ont annoncé un doublement des droits de douane au titre de la Section 232 sur les importations d'acier et d'aluminium, passant de 25 % à 50 %, avec effet immédiat au 4 juin, à l'exception du Royaume-Uni, exempté en vertu de son accord bilatéral. Selon la banque singapourienne UOB, l'impact direct sur Singapour resterait limité, le pays ne représentant qu'une part marginale des importations américaines concernées. En revanche, des effets indirects pourraient se faire sentir via un affaiblissement de la demande extérieure, notamment si les principaux partenaires commerciaux asiatiques (Chine, Corée, Inde, Japon, Vietnam) voient leur activité manufacturière affectée. À titre de comparaison, la Chine représente 10,9 % des importations américaines d'aluminium et 16 % de celles d'acier. Un impact plus significatif pourrait toutefois découler des enquêtes en cours au titre de la Section 232 sur les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques, si celles-ci débouchaient sur de nouveaux droits de douane. Ces deux secteurs représentent à eux seuls près de 30 % des exportations locales vers les États-Unis et contribuent à hauteur d'environ 10 % au PIB de Singapour. Les conclusions de l'enquête sont attendues d'ici le 27 décembre, et Washington a évoqué en début d'année des hausses tarifaires d'au moins 25 %. Pour mémoire, les autorités singapouriennes ont indiqué en mai mener des négociations actives avec les États-Unis, en vue d'obtenir des exemptions tarifaires en contrepartie de garanties sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

Renforcement de la coopération bilatérale avec les Philippines

À l'occasion de la visite officielle du Premier ministre singapourien Lawrence Wong à Manille le 4 juin 2025, Singapour et les Philippines ont annoncé le renforcement de leur coopération bilatérale dans les domaines des énergies renouvelables, de la durabilité, de la santé et du développement des services publics. Les deux pays ont convenu de collaborer sur le développement du réseau électrique régional de l'ASEAN (ASEAN power grid) et d'accélérer la mise en place d'un accord juridiquement contraignant sur les transferts transfrontaliers de crédits carbone, conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris. Par ailleurs, les ministères de la Santé des deux pays étudient des initiatives conjointes pour la formation et la réintégration des professionnels de santé philippins.

Vietnam

Les négociations entre le Vietnam et les Etats-Unis dans une phase dure

Alors que le Vietnam négocie depuis début avril avec les Etats-Unis afin d'échapper à la menace de droits de douanes « réciproques » prohibitifs (46%) pour ses exportations, selon Reuters, les négociateurs américains auraient envoyé une « longue liste de demande difficiles » à la partie vietnamienne à la fin du mois de mai. Parmi ces requêtes : réduire la dépendance du tissu industriel vietnamien aux intrants chinois. Reuters ne précise pas si des objectifs chiffrés sont mentionnés. Les Etats-Unis auraient également imposé à une série de pays – dont le Vietnam – qu'ils transmettent leur « meilleure offre » d'accord d'ici le 4 juin 2025. Le ministère de

l'Industrie et du Commerce (MoIT), qui mène les négociations pour le Vietnam, a annoncé le 5 juin avoir répondu par écrit aux demandes américaines à l'issue du second cycle de discussions. Un troisième cycle doit s'ouvrir courant juin. Pour rappel : en 2024, 38% des importations vietnamiennes (dont une large partie de biens intermédiaires ensuite transformés ou assemblés au Vietnam) provenaient de Chine. En parallèle, le Vietnam poursuit ses efforts visant à acheter davantage de produits américains afin de réduire son excédent commercial bilatéral.

Hausse des créances douteuses (NPL) au T1-2025

Le système bancaire vietnamien a connu une hausse du crédit (+4 %) mais aussi des créances douteuses (+16 %) au premier trimestre 2025. La hausse des NPL est due d'abord à des facteurs économiques externes (politique douanière américaine) et internes (reprise lente des marchés boursier, obligataire et immobilier). Par ailleurs, le marché du rachat de la dette reste sous-développé. Le cadre juridique actuel, bien que renforcé par la loi de 2024 n'intègre que partiellement les dispositions clés de la Résolution 42/2017 de l'Assemblée nationale sur le traitement des NPL, freinant le recouvrement des créances. Certaines banques présentent également une gouvernance insuffisante face à leur niveau de risque. Enfin, la pression politique en vue d'attendre l'objectif de croissance de 8% et une augmentation du crédit de 16% en 2025 pourrait augmenter les risques. Les experts appellent à une réforme juridique complète pour améliorer le traitement des créances douteuses et soutenir la croissance économique. Pour rappel : le taux de couverture du secteur bancaire vietnamien a baissé à 83% en 2024, son plus faible niveau depuis cinq ans.

Le secteur manufacturier reste sous pression

Selon S&P Global, l'indice PMI (Purchasing Managers' Index) s'est établi à 49,8 au mois de mai, en hausse par rapport à avril (45,6), mais encore sous le seuil de 50, indiquant une légère contraction de l'activité. Les nouvelles commandes (en particulier à l'export) demeurent en berne, en grande partie à cause de la menace représentée par les droits de douanes à hauteur de 46% susceptibles d'être imposés par l'administration Trump sur les exportations vietnamiennes vers les Etats-Unis. Par ailleurs, pour la première fois en près de deux ans, les coûts d'approvisionnement ont diminué du fait des remises accordées par certains fournisseurs, reflétant une demande atone.

To Lam précise les contours du volet économique de la « nouvelle ère »

A l'occasion d'un discours devant le Politburo prononcé le 18 mai 2025, To Lam a indiqué que les résolutions 57 (innovation), 59 (intégration internationale), 68 (secteur privé) et 66 (loi) formaient les « quatre piliers » - interdépendants - du développement futur du pays. Le développement du secteur privé est la première priorité ; rappelant que les entrepreneurs vietnamiens sont des « soldats du front économique », le Secrétaire général rappelle toutefois que le secteur privé doit se mettre au service de la prospérité de la nation. Le développement des sciences et technologies, porteur de « percées stratégiques » est placé au second rang des priorités, devant la rénovation des mécanismes de création et de mise en œuvre du droit. La loi est caractérisée comme « la base de l'organisation et de l'opération de l'Etat » et un « levier pour promouvoir le développement économique ». Sa formulation doit devenir « une tâche régulière de l'ensemble du Parti » et être réalisée non plus dans

une logique de « gestion » mais de « service ». Enfin, l'intégration internationale « proactive » forme le quatrième pilier de la nouvelle stratégie. Elle doit notamment servir l'indépendance, la modernisation et l'autosuffisance de l'économie, ainsi que l'intégration croissante dans les chaînes de valeur et le développement de ressources humaines qualitatives. Le Vietnam est aussi appelé à jouer un rôle plus proactif dans la « construction des règles internationales » dans le domaine de l'économie, des technologies, de l'environnement et de la cybersécurité.

Thaïlande

S&P maintient la note de la Thaïlande à BBB+, avec perspective stable

L'agence de notation S&P Global Ratings a confirmé le maintien de son évaluation de la note souveraine de la Thaïlande à BBB+ avec une perspective stable, saluée ce mardi par le gouvernement comme un signe de confiance dans sa gestion économique. L'agence prévoit une croissance de 2,3 % en 2025 et 2,6 % en 2026, malgré les tensions commerciales avec les États-Unis, et souligne la solidité des finances extérieures du pays ainsi que l'augmentation du revenu moyen grâce à l'appréciation du baht par rapport au dollar. Pour rappel, la nouvelle prévision du FMI se situe à 1,8 % en 2025 et 1,6 % en 2026. S&P met en avant les efforts d'investissement stratégique dans les infrastructures reposant sur des partenariats public-privé et souligne la mise en place de la zone économique spéciale de l'EEC. Cette décision contraste avec celle de Moody's, qui a abaissé sa perspective sur la note de crédit de la Thaïlande à négative en avril, pointant une gouvernance affaiblie et une perspective de croissance insuffisante.

Le projet de budget 2026 approuvé en première lecture au Parlement

Le projet de budget du gouvernement, approuvé en première lecture samedi 31 mai 2025 par 322 voix contre 158, prévoit 115 Md USD (3 780 Md THB) de dépenses pour 88 Md USD (2 920 Md THB) de recettes, soit un déficit équivalent à 4,5 % du PIB — le plus élevé depuis 36 ans. Au total, 28 % des dépenses (soit 32 Md USD) seront mobilisables par le gouvernement, dont 11 % (12 Md USD) sont allouées à la « compétitivité du pays », le reste étant destiné aux dépenses courantes des ministères et au remboursement de la dette. Une commission de 73 membres a été constituée pour examiner le texte en deuxième et troisième lectures avant de le soumettre au vote du Sénat. L'opposition emmenée par le People's Party a voté contre le budget, argumentant contre sa gouvernance fragmentée, le manque de transparence sur les dépenses militaires, son centralisme à Bangkok et l'endettement croissant du pays. Selon le leader de l'opposition Natthapong, les compensations et aides ponctuelles sont préférées aux investissements, la dette n'est donc pas émise pour répondre aux besoins environnementaux et éducatifs à long-terme du pays.

La Thaïlande évalue la faisabilité d'un mégaprojet d'importation de gaz avec l'Alaska

Le ministère thaïlandais de l'Énergie a annoncé avoir lancé des études sur la faisabilité d'importer entre 2 et 5 Mt de gaz naturel liquéfié par an depuis l'Alaska, sur une durée allant jusqu'à 80 ans. Le projet « Alaska LNG » est estimé à 44 Md USD. Des discussions sont

en cours entre des opérateurs thaïlandais titulaires de licences d'importation et des partenaires américains. Pour rappel, des représentants des grands groupes énergétiques thaïlandais et du ministère de l'Énergie s'étaient rendus en Alaska en mai dernier pour rencontrer son gouverneur et le secteur privé américain. La production thaïlandaise de gaz, énergie qui alimente plus de 58 % de la production électrique du pays, ne couvre actuellement qu'environ 60 % des besoins domestiques et devrait continuer à décliner. Le projet Alaska LNG pourrait entrer en service dès 2028. En plus de participer à la réduction du déficit commercial avec les États-Unis, il permettrait de réduire les délais de livraison rencontrés avec les importations depuis le Qatar (premier importateur de gaz en Thaïlande). Les autorités thaïlandaises ont affirmé que toute décision d'importation tiendrait compte en priorité du prix.

Philippines

L'AFD accorde un second prêt de 250 M EUR au gouvernement philippin pour soutenir ses réformes climatiques

L'Agence française de développement (AFD) a signé un prêt de politique publique de 250 M EUR avec le gouvernement philippin dans le cadre de la deuxième phase du Climate Change Action Program (CCAP), un programme lancé en 2021 afin de les accompagner dans la mise en œuvre de leur contribution déterminée au niveau national (NDC). Ce programme vise à appuyer des réformes institutionnelles et des politiques publiques clés autour de trois axes prioritaires : (i) le renforcement de la planification, du financement et de la coordination institutionnelle de l'action climatique ; (ii) l'amélioration de la résilience des populations et des écosystèmes, notamment via des pratiques agricoles adaptées et une meilleure gestion des ressources naturelles ; (iii) la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie et des transports. Le CCAP repose sur une approche pluriannuelle fondée sur les résultats (result-based loan), avec des décaissements conditionnés à l'atteinte d'indicateurs de performance définis en amont. La première phase, achevée en 2022, avait donné lieu à un premier décaissement de 150 M EUR de l'AFD et de 250 M EUR de la Banque asiatique de développement (BAsD). Cette deuxième phase bénéficie également d'un cofinancement structuré autour de trois bailleurs : 449 M EUR de la BAsD, 250 M EUR de l'AFD et 218 M EUR de l'agence japonaise de coopération (Jica). En outre, l'AFD prévoit de mobiliser 1 M EUR d'assistance technique, afin de renforcer les capacités des institutions et d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle des réformes.

Ralentissement de l'inflation confirmé en mai à 1,3% son niveau le plus bas depuis novembre 2019

L'inflation annuelle aux Philippines a ralenti à 1,3% en g.a en mai 2025 - contre 1,4 % en avril et 3,9 % un an plus tôt - atteignant son plus bas niveau depuis novembre 2019 (1,2 %). Ce recul de l'inflation s'explique principalement par le ralentissement des hausses d'indice dans les secteurs du logement, de l'eau, de l'électricité et des carburants, à 2,3 % contre 2,9 % le mois précédent. L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergétiques) s'est quant à elle établie à 2,2 %.

Forte hausse des prix de la noix de coco en Asie du Sud-Est, +45 % depuis Janvier 2025 aux Philippines

Sur les cinq premiers mois de 2025, le prix de la noix de coco aux Philippines a enregistré une hausse de 45 %. Cette tendance s'observe dans l'ensemble des pays de l'ASEAN avec des hausses supérieures à 50 % en Indonésie, en Thaïlande et au Vietnam. Cette augmentation résulte à la fois d'une augmentation de la demande de coco, depuis la Chine notamment, conjuguée à une baisse de l'offre due aux aléas climatiques. Selon l'United Coconut Association of the Philippines (UCAP), les rendements ont reculé de 20 % en 2024, en raison des sécheresses liées à El Niño. Parallèlement, plus de 3 millions de cocotiers ont été détruits au cours des trois dernières années en raison de la recrudescence des typhons. À ces aléas climatiques s'ajoute le vieillissement généralisé des plantations, majoritairement exploitées par de petits producteurs aux capacités d'investissement limitées, freinant le renouvellement des arbres et l'adoption de pratiques plus résilientes. En réponse à ces défis, le gouvernement a ainsi lancé un plan quinquennal (2024–2028) dans le cadre du Coconut Farmers and Industry Development Plan (CFIDP) visant à soutenir la relance de la filière notamment via la plantation de 100 millions de cocotiers d'ici 2028 (dont 8,5 millions en 2024 et 15,3 millions en 2025). A noter que le pays est actuellement deuxième exportateur de produits à base de coco du monde (huile, coco desséchée, eau) avec 1,3 Md USD, derrière l'Indonésie (2,5 Md USD).

La Corée du Sud accorde une subvention de 16 M USD pour soutenir le développement agricole

La Korea International Cooperation Agency (Koica) a accordé une subvention de 16 M USD au ministère philippin de l'Agriculture afin de renforcer l'aquaculture et l'agrobusiness communautaire. Un premier projet, financé à hauteur de 10 M USD sur une durée de sept ans, vise à accroître les revenus des pêcheurs locaux dans la province de Guimaras en développant des infrastructures aquacoles, en transférant des technologies avancées et en structurant les coopératives. Un second projet, de 6 M USD et prévu sur six ans, cible la diversification des revenus et le renforcement des activités agricoles des petits exploitants à Luzon, à travers la création d'un centre d'incubation d'agrobusiness à Zambales et le renforcement d'une structure existante à Tarlac. Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité de la stratégie d'appui coréen à la modernisation du secteur agricole philippin et des 21 M USD de financement déjà mobilisés par la Koica ces dernières années pour des projets liés à la mécanisation agricole, l'agriculture intelligente et l'amélioration des élevages laitiers.

Cambodge

Soutien européen aux PME cambodgiennes

Le 2 juin 2025, a été lancé le programme EU-Cambodia Business Partnership Facility à Phnom Penh. Appui technique doté de 2 M USD de l'Union européenne et de l'Allemagne, ce partenariat vise à soutenir 60 petites et moyennes entreprises (PME), à accélérer leur modernisation, accroître leur capacité de transformation et favoriser leur accès aux marchés internationaux. Mise en place en étroite collaboration avec le ministère du Commerce et le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, ce programme propose deux volets de soutien : Agri-Innovation Lab (modernisation

agroalimentaire) et Export Lab (soutien à l'exportation pour les produits agroalimentaires et non alimentaires). Dans le cadre de ce partenariat, chaque PME sélectionnée peut bénéficier de cofinancement jusqu'à 50 000 USD, ainsi que d'accompagnement d'experts et d'un mentorat personnalisé pour répondre à leur besoin de développement. Pour mémoire, fin 2024, le Cambodge a enregistré au total près de 44 000 PME formelles, dont 8 325 dirigées par des femmes, selon le ministère de l'Industrie, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation. Les PME de l'agroalimentaire représentaient 64 %, suivies par la transformation de l'acier (13 %) et le tissage et la confection (8 %).

Renforcement de la lutte contre la fraude sur l'origine

Depuis le 27 mai, la Douane du Cambodge (GDCE) a renforcé ses contrôles sur l'importation des produits finis et semi-finis destinés aux Projets d'Investissement Qualifiés (PIQ). Cette mesure vise à éviter la réexportation illégale, notamment vers les États-Unis. Les intrants sont désormais soumis à une stricte inspection systématique. En cas d'irrégularité, la Douane annonce que les marchandises seront saisies et les procédures applicables poursuivies. En revanche, pour les importations conformes, les procédures sont simplifiées pour soutenir la production locale. Les tensions commerciales et les éventuels droits anti-contournement imposés par les États-Unis sur les panneaux solaires photovoltaïques, obligent le Cambodge à muscler sa lutte contre la fraude à l'origine. À partir du 12 mai, un certificat d'origine est requis pour 126 catégories de produits exportés du Cambodge vers les États-Unis.

35 M USD pour les communautés agricoles modernes

Le gouvernement cambodgien prévoit d'allouer un budget spécial de 35 M USD pour soutenir l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt aux communautés agricoles modernes sur une période de trois ans (2025-2027). Ce plan de relance vise à renforcer les marchés agricoles, accroître la productivité et soutenir la transition vers une agriculture plus commerciale. Les cultures stratégiques ciblées incluent le riz, les légumes, la noix de cajou, le poivre, le caoutchouc et le durion. Le gouvernement prévoit également de recruter 350 agents agricoles supplémentaires pour accompagner les agriculteurs, créer des coopératives et les aider à réduire les coûts de production. L'agriculture représente encore 16,7 % du PIB en 2024. Toutefois, le secteur demeure confronté à plusieurs défis : volatilité des marchés, prix élevés des intrants agricoles, changement climatique, manque de capacité techniques, accès limité aux prêts formels à faible taux d'intérêt, infrastructures agricoles insuffisantes, etc.

Laos

La santé animale au Laos passe par Paris

À l'occasion de la tenue, au siège de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) à Paris, de sa 92ème session annuelle, le ministre de l'Agriculture du Laos a tenu à souligner les besoins de son pays. S'inscrivant dans les travaux du 8ème plan stratégique (Asie), il a souhaité obtenir des soutiens techniques et financiers pour renforcer la santé animale au Laos. Cela passerait par un renforcement des services vétérinaires, le développement d'une approche « Une seule santé », le développement de capacités des

laboratoires et du système de surveillance des maladies... Il a appelé à des partenariats public-privé pour remplir une partie des besoins. De fait, le système de santé vétérinaire laotien est fragile et ne permet pas aux éleveurs d'adopter les meilleurs standards, nécessaires à l'exportation de leurs productions quand bien même ils disposeraient de contingents tarifaires favorables. Pour mémoire, le Laos abrite un institut Pasteur, qui travaille notamment à la prévention de la transmission des zoonoses à l'Homme.

Une loi sur la cybersécurité

Alors que l'administration numérique se développe bien au Laos, tout comme les sites marchands privés, le pays va se doter d'une loi sur la cybersécurité. Le ministère des Technologies et des Communications (MTC) a déposé un projet de loi en ce sens. Face aux menaces grandissantes et alors que l'économie numérique est vue comme un facteur de croissance, le Laos entend suivre les efforts réalisés par nombre de ses partenaires de l'ASEAN. Est ainsi prévue la création d'un Système national opérationnel de cybersécurité, sous le MTC. Il aura la responsabilité de détecter, analyser et répondre aux cybermenaces. Au-delà des infrastructures et sites publics comme privés, il s'agit de protéger les données personnelles. Et la cybersécurité sera déclinée en 5 axes : confidentialité, intégrité, disponibilité, authentification, et contrôle d'accès. Les députés ont enjoint le gouvernement à faire du sujet une priorité et à y consacrer les moyens humains et budgétaires nécessaires.

Réouverture de l'aéroport de Xieng Khouang

Après des travaux de rénovation et modernisation lancés en 2024, l'aéroport Haihin (province de Xieng Khouang) a repris ses activités commerciales le 1er juin. C'est la société d'Etat chinoise AVIC International qui a conçu et réalisé la première phase des travaux. Le revêtement de la piste, par ailleurs étendue, a été refait tout comme l'aérogare. Le taxiway a été agrandi et les appareils de navigation modernisés, tout comme l'éclairage des pistes. C'est le chef de l'armée de l'air qui a réceptionné les travaux, l'aéroport étant exploité par l'armée depuis 2020. Lao Airlines a mis en place 4 vols par semaine au départ de Vientiane. D'une durée de 35 minutes, ces vols seront assurés par un ATR-72 ; pas le nouveau C909 de la COMAC acquis par Lao Airlines, bien trop coûteux pour des vols intérieurs. Cet aéroport constitue un lien jugé stratégique avec le nord-est du pays et donne accès au site de la Plaine des Jarres, inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO.

Conjoncture – mai 2025

CROISSANCE		2024e		2025e		2026e	PIB 2024 (Md USD)
ASEAN	▲	4,8%	▲	4,1%	▲	3,9%	3951
Indonésie	▲	5,0%	▲	4,7%	▲	4,7%	1396
Singapour	▲	4,4%	▲	2,0%	▬	1,9%	547
Thaïlande	▲	2,5%	▬	1,8%	▬	1,6%	526
Philippines	▲	5,7%	▲	5,5%	▲	5,8%	462
Vietnam	▲	7,1%	▲	5,2%	▲	4,0%	459
Malaisie	▲	5,1%	▲	4,1%	▲	3,8%	420
Birmanie	▼	-1,1%	▬	1,9%	▲	2,1%	61
Cambodge	▲	6,0%	▲	4,0%	▲	3,4%	47
Laos	▲	4,1%	▲	2,5%	▲	2,0%	15

PMI MANUFACTURIER	mai-25	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24
ASEAN	49,2	48,7	50,8	51,5	50,4	50,7	50,8
Birmanie	47,6	45,4	49,8	48,5	47,4	50,4	49,8
Indonésie	47,4	46,7	52,4	53,6	51,9	51,2	49,6
Malaisie	48,8	48,6	48,8	49,7	48,7	48,6	49,2
Philippines	50,1	53,0	49,4	51,0	52,3	54,3	53,8
Singapour (Global)	51,5	52,8	52,7	51,0	49,9	51,5	53,9
Thaïlande	51,2	49,5	49,9	50,6	49,6	51,4	50,2
Vietnam	49,8	45,6	50,5	49,2	48,9	49,8	50,8

PIB TRIM. (g.a)	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Indonésie	4,9%	5,0%	4,9%	5,0%	5,1%	5,0%	4,9%
Malaisie	4,4%	4,9%	5,4%	5,9%	4,2%	2,8%	3,1%
Philippines	5,4%	5,3%	5,2%	6,5%	5,9%	5,5%	6,0%
Singapour	3,9%	5,0%	5,7%	3,4%	3,2%	3,1%	1,9%
Thaïlande	3,1%	3,3%	3,0%	2,3%	1,7%	1,8%	1,6%
Vietnam	6,9%	7,6%	7,4%	7,3%	6,0%	6,8%	5,5%

CONSOMMATION (g.a)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie	4,9%	5,0%	4,7%	6,7%	4,5%	4,0%	5,9%
Malaisie	5,0%	4,9%	5,0%	5,2%	4,5%	4,2%	4,1%
Philippines	4,7%	5,2%	4,8%	4,7%	5,3%	5,1%	5,4%
Singapour	2,2%	6,4%	5,2%	5,6%	6,0%	2,1%	4,3%
Thaïlande	3,4%	3,3%	4,5%	6,6%	6,7%	7,4%	7,3%
Vietnam	6,6%	6,2%	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%

IPC / INFLATION (g.a)	mai-25	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24
Indonésie	1,6%	1,9%	1,0%	-0,1%	0,8%	1,6%	1,5%
Laos	8,3%	11,1%	11,2%	12,7%	15,5%	16,9%	18,3%
Malaisie		1,4%	1,4%	1,5%	1,7%	1,7%	1,8%
Philippines	1,3%	1,4%	1,8%	2,1%	2,9%	2,9%	2,5%
Singapour		0,9%	0,9%	0,9%	1,2%	1,5%	1,6%
Thaïlande		-0,2%	0,8%	1,1%	1,3%	1,2%	0,9%
Vietnam		3,1%	3,1%	2,9%	3,6%	2,9%	2,8%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	2024	2023	2022
Indonésie	5,8%	3,1%	13,9%	4,6%	264,7	258,8	291,9
Malaisie	25,8%	13,6%	13,9%	5,4%	330,4	313,0	352,1
Philippines	7,0%	8,7%	12,8%	9,6%	73,3	73,6	79,6
Singapour	25,2%	2,7%	5,5%	1,2%	504,7	475,5	515,0
Thaïlande	10,2%	17,8%	14,0%	13,6%	300,5	285,1	287,4
Vietnam	19,7%	14,5%	25,7%	-4,1%	405,9	354,7	371,7

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge		8,6%	-5,0%	4,0%	-0,8%	3,3%	3,9%
Indonésie	-0,3%	-0,6%	-0,9%	-0,8%	-0,4%	-0,4%	-0,7%
Malaisie	2,3%	0,4%	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%
Philippines	-3,5%	-4,7%	-5,1%	-1,9%	-0,8%	-2,2%	-4,3%
Singapour	15,3%	18,6%	17,5%	18,9%	14,7%	18,0%	18,4%
Thaïlande	3,0%	1,7%	0,9%	2,6%	2,8%	2,5%	-2,3%

CPTE FINANCIER (Md USD)	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Cambodge	0,02	1,6	-0,5	0,4	-0,4	-0,4	-0,2
Indonésie	-0,3	9,6	7,6	2,6	-2,4	10,8	-0,5
Laos		0,1	0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,2
Malaisie	-4,6	-2,1	-0,7	5,6	-4,0	-3,8	4,3
Philippines		-2,9	9,9	6,0	4,6	6,2	2,1
Singapour	19,7	29,3	13,0	18,7	4,9	8,7	12,8
Thaïlande		-9,2	0,6	-2,4	-5,1	-4,6	-6,2
Vietnam		0,3	-2,1	-6,3	1,4	-1,6	-2,4

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Malaisie	3,1%	3,2%	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%	3,4%
Philippines	4,3%	3,9%	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%	4,9%
Singapour	1,9%	1,7%	1,8%	2,4%	1,9%	1,8%	1,9%
Thaïlande	0,9%	0,9%	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%	1,0%
Vietnam	2,2%	2,2%	2,2%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	1,75%	3,00%	5,50%	5,50%	10,00%	9,00%
Dernier changement	juin-23	avr-25	mai-23	mai-25	avr-25	mars-25	sept-24

TAUX DE CHANGE	28/5/25	1 mois	Ytd	1 an	2024	2023	2022
VND/USD	25615	-0,2%	2,0%	1,6%	24 168	23 794	23 271
SGD/USD	1,29	-1,9%	-5,2%	-4,7%	1,34	1,34	1,38
IDR/USD	16255	-3,4%	0,3%	0,6%	15 855	15 237	14 850
MYR/USD	4,25	-2,8%	-5,1%	-9,7%	4,57	4,56	4,40
THB/USD	32,71	-2,8%	-4,2%	-11,3%	35,28	34,78	35,05
PHP/USD	55,40	-1,7%	-4,5%	-5,0%	57,29	55,63	54,48

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2024	2023	2022
MSCI AC ASEAN (Gross)	▲ 3,9%	▲ 5,9%	▲ 20,1%	▲ 5,8%	▲ 12,4%	■ 0,8%	▼ -4,1%
S&P 500 (Price)	▲ 6,2%	■ 0,5%	▲ 12,0%	▲ 12,7%	▲ 23,3%	▲ 24,2%	▼ -19,4%
Brent (USD/baril)	▼ -5,4%	▼ -12,7%	▼ -21,2%	▼ -43,1%	\$79,9	\$83,0	\$100,1

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr